

Conseil national du PCF
15 décembre 2006

Bernard Calabuig

L'avenir du parti ne dépend pas du nom

Nous portons depuis dimanche un bien lourd fardeau, nous sommes sur le point de prendre la responsabilité de casser un espoir naissant. Notre responsabilité est d'autant plus importante que la France est certainement le seul pays où ce type de construction politique ne peut se faire qu'avec le parti communiste, ce qui n'est pas le cas ailleurs.

Regardons ce qu'il en est des partis communistes en Amérique Latine, qui ont regardé passer le train. Aujourd'hui marginalisés, ils sont en voie d'extinction, ce qui malheureusement peut nous arriver. Je n'ai jamais pensé que l'avenir du parti communiste français était inscrit dans le marbre. Il dépend de notre capacité à retrouver une utilité dans la société. Le parti communiste a, durant son histoire, réussi de nombreux rendez-vous avec notre peuple, il a ainsi marqué la société française de son apport original. Il en a aussi loupé, et cela lui a coûté cher. Aujourd'hui j'ai le sentiment que nous nous apprêtons à en rater un et cela nous coûtera d'autant plus cher que nous n'avons plus beaucoup de marge.

Dans un pays où il n'y a plus de perspective politique depuis 25 ans, la politique est vécue par des millions de nos concitoyens, non plus comme un moyen de libération, mais comme une machine à provoquer ou à aggraver les souffrances. Le peuple de gauche qui a su se rassembler dans sa diversité sur le non de gauche au projet constitutionnel, celui qui a rejeté le CPE était en droit d'espérer enfin porter ses exigences jusque dans les urnes avec une candidature bien à lui, issue de son propre rassemblement.

Franchement, camarades, l'avenir du parti ne dépend pas du nom qui sera sur le bulletin de vote. Son avenir est dans sa capacité à nourrir le mouvement de tout son apport. Le danger dans la France de 2006 n'est pas le gauchisme, mais le bipartisme : la vraie recomposition est là.

Il faut rester dans le processus de candidature unitaire, il n'y a pas d'autres choix.

Comment sortir de la situation dans laquelle nous sommes ? Je vous soumets la proposition que j'ai faite au CN de septembre et qui a été discutée dans mon collectif. La voici :

1. Nous sortons de la logique de rassemblement autour d'un candidat, et nous nous inscrivons dans une campagne collective, nous sortons tous d'un positionnement de supporters pour nous inscrire dans une démarche citoyenne.
2. Nous mettons en place un collectif de candidats Marie George Buffet, Yves Salesse, Clémentine Autain, nous laissons des places vides pour ceux qui souhaiteraient prendre le mouvement en cours.
3. Nous commençons la campagne dès le début janvier, nous ne sommes pas sans candidats, nous avons plusieurs candidats. Cette solution ferait de notre diversité un atout, mettrait au premier plan de notre campagne, notre contestation du présidentielisme et nous dégagerait du piège de la personnalisation de la vie politique. La campagne se mènerait de bout en bout avec ce collectif de candidats.
4. Le nom à mettre sur le bulletin de vote, car il en faudra bien un, sera le trait d'union. Nous pouvons imaginer que la dynamique populaire nous aide à dégager ce nom. En procédant ainsi nous mettons entre les mains du mouvement populaire, de la dynamique de campagne que nous escomptons créer, ce que

nous n'arrivons pas à régler entre nous. Si rien ne se dégage alors en ultime recours nous procéderions au tirage au sort. Cela nous assure d'avoir de toute façon un nom sur le bulletin de vote, et de ne demander à personne de se retirer.

Bien évidemment dans l'hypothèse où ce type de proposition est acceptable par nous et nos partenaires, elle devra faire l'objet d'un protocole précisant les modalités de la campagne qui devra être validé par les collectifs locaux.